

ACTION

N° 28 • VENDREDI 4 OCTOBRE 1968 • PRIX : 0,50 F • REALISE AU SERVICE DES COMITES D'ACTION • ACTION : 52, RUE GALANDE, PARIS-5*, Tél. 633-76-61 et 633-26-67



La Répression Sélective

La répression, aujourd'hui en France, n'est ni sanglante comme au Mexique, ni massive comme en Grèce, où des milliers d'opposants à la dictature pourrissent dans les camps de concentration. Les groupes politiques d'extrême-gauche sont interdits sans l'ombre d'une justification, mais leurs dirigeants sont en liberté provisoire, mais Sauvageot a eu son sursis et Cohn-Bendit ses examens. A l'O.R.T.F. les journalistes sont licenciés, mais on ne touche pas aux autres catégories. Dans les grandes entreprises un nombre limité de militants sont licenciés. Rien de comparable avec les 350 licenciements qui, au lendemain de la grève de 1953, décapitent la C.G.T. chez Renault.

« Vous dramatisez, disent les bien-pensants, la répression n'est pas si terrible : à peine quelques dizaines d'enragés en prison, à peine quelques centaines de licenciements. Cela vaut-il vraiment la peine d'en parler ? » La presse « raisonnable » n'en parle pas, elle. La presse « raisonnable », les gens « raisonnables » ne sont pas victimes de la répression.

Il faut en parler, parce que la première arme de la répression c'est le silence qui l'entoure. Il faut agir parce que ne pas riposter immédiatement c'est ouvrir la porte au découragement et à la désorganisation. Mais pour riposter efficacement à la répression, il importe d'en mesurer exactement la portée.

La société bourgeoise ne repose pas seulement sur la peur du gendarme. La violence organisée — l'armée et la police — est le recours suprême. Mais le fonctionnement normal de la société est assuré par des mécanismes plus complexes. Ce qui rive l'ouvrier à sa chaîne, plus que la matraque, c'est le salaire qui doit tomber à la fin du mois, c'est la traite, le loyer, l'électricité à payer. Les étudiants, qui ne s'étaient pas inclinés devant les flics, ont passé et passent leurs examens.

La garantie de l'ordre bourgeois, c'est que le système de récompense et de pénalisation qui sanctionne l'activité de chacun fonctionne normalement. La répression efficace est sélective. Elle se contente d'intervenir dans les points chauds où le système se grippe.

De même que la répression n'est que l'un des aspects du maintien de l'ordre bourgeois, la lutte contre la répression n'est qu'un aspect de la lutte révolutionnaire. La bataille qui s'engage maintenant doit lier la dénonciation de la répression à la critique du système social qui l'engendre.

La bataille pour la reconquête de la rue sera particulièrement importante : on peut le mesurer à la violence de la réaction policière, jeudi au cours de la manifestation de solidarité aux étudiants mexicains. Là, le pouvoir ne fait pas le détail. C'est que sur ce terrain, les forces révolutionnaires affrontent directement le Pouvoir d'Etat.



L'équipe mexicaine de tir sera très difficile à battre aux XIX^{èmes} Jeux Olympiques.

U.S. : contre le recrutement

En automne 1967, des militants du mouvement anti-war (contre la guerre) de la région Berkeley - San - Francisco décidèrent qu'ils devaient prendre l'offensive contre le système de recrutement de l'armée U.S.

Les militants des mouvements anti-war et anti-draft (contre le recrutement) appelèrent à une semaine d'actions militantes contre le centre de recrutement d'Oakland du 16 au 20 octobre.

Ils décidèrent de faire cesser le fonctionnement de ce centre. Ils appelèrent les étudiants et les jeunes travailleurs à bloquer les autobus qui amenaient les recrues au conseil de révision.

Ces actions furent décidées pour plusieurs raisons :

1. — De nombreux militants étaient mécontents des actions qu'ils menaient, actions destinées à protester mais qui en aucun cas ne visaient à arrêter le bon fonctionnement de ce système de conscription.

2. — Le mot d'ordre était « Hell no, nobody (personne n'y va). Personne, aussi bien les étudiants que les travailleurs blancs ou noirs : aux Etats-Unis les étudiants peuvent facilement échapper au service militaire soit grâce aux excuses médicales, soit en quittant les Etats-Unis pour le Canada. Mais pour les Noirs et les jeunes travailleurs blancs c'est pratiquement impossible.

3. — Les militants de ce mouvement voulaient prouver qu'ils étaient disposés à lutter physiquement contre les flics.

Rejeter la non-violence et affirmer le droit à l'auto-défense permettait ainsi d'associer aux mouvements strictement étudiants une large frange de jeunes travailleurs blancs et noirs.

Pendant la semaine du 16 octobre, 10 000 personnes vinrent vers le centre de recrutement central d'Oakland. Ils furent aussitôt attaqués par la police, ripostèrent et élevèrent des barricades dans la rue. Ils contrôlaient aussi une grande partie de la ville autour du centre de recrutement. Le centre fut investi et les manifestants restèrent maîtres du terrain pendant de nombreuses heures. Aucun car ne put arriver au centre, aucun appelé ne se présenta.

L'administration de l'Etat dut faire intervenir la police de dix grandes villes alentour pour démanteler les barricades.

Elle dépensa 250 000 dollars pour réouvrir un centre où aucun appelé ne se présenta car ils soutiennent l'action menée.

Ce type de manifestation élève la stratégie du mouvement à un niveau supérieur et permet d'élargir les liaisons des étudiants avec les Noirs et la classe ouvrière blanche : la population résidant autour du centre de recrutement aida les manifestants à construire les barricades avec des matériaux provenant de leurs propres maisons.

Après la semaine anti-recrutement les militants décidèrent d'étendre leurs actions aux Universités de la côte Ouest. Les sergents recruteurs de l'U.S. Army et les représentants de la Dow Chemical Company (Société recrutant son personnel dans les facultés de Californie) furent chassés des locaux universitaires.

Après cette série de manifestations, sept leaders du mouvement furent arrêtés et accusés de « conspiration ». Ils risquent des peines de 10 ans de réclusion. Cette loi est souvent employée contre les étudiants révolutionnaires, mais surtout contre les Noirs du Black power.

La répression qui s'est abattue sur les étudiants les rapproche des Noirs et des pauvres blancs qui ne peuvent échapper aux brutalités policières durant leur vie quotidienne.

La jonction s'étant faite, il est possible aujourd'hui d'envisager de nouvelles actions beaucoup plus radicales pour lutter contre l'Etat policier et le capitalisme américain.

PERQUISITIONNÉ, INCULPÉ, ACTION CONTINUE

Nous n'avons pas coutume de parler dans Action d'Action. Mais cela s'impose aujourd'hui. Jeudi matin la police judiciaire a opéré une perquisition au local d'Action. Les policiers ont agi dans le cadre d'une information judiciaire sur des tracts saisis à Nantes au mois d'août 1968. L'un de ces tracts a entraîné une inculpation de provocation aux crimes et délits. Un autre tract saisi en même temps portait la mention : « Lisez et diffusez Action le journal des Comités d'Action. » Aucun de ces tracts n'a été édité par le journal.

C'est sur un prétexte aussi futile que les locaux d'Action ont été perquisitionnés, que les fichiers et les dossiers d'Action et des Comités d'Action ont été saisis et que les cinq personnes présentes ont été interpellées et interrogées dans les locaux de la Sûreté Nationale.

Que signifie cette nouvelle mesure arbitraire ?

La police poursuit aujourd'hui plusieurs objectifs. Le premier est de constituer des dossiers pour être en mesure, en cas de besoin, de jeter des coups de filet efficaces. Déjà au moment de la saisie du numéro 22 d'Action, une information judiciaire avait servi de prétexte à une enquête sur le journal et l'organisation de sa diffusion. C'est la même opération qui se répète aujourd'hui. L'enquête sur la reconstitution des mouvements dissous, les interpellations systématiques à l'occasion de manifestations, les provocations policières à la fin du mois de juillet et au début du mois d'août ont un but commun : fichier les militants révolutionnaires.

Ce fait suppose que soient respectées les normes élémentaires de sécurité, et sur ce point le collectif d'Action n'est pas à l'abri de tout reproche. Mais cela ne signifie pas que l'on doive tomber dans le second traquenard que nous tend la police : l'intimidation. Le but à long terme du pouvoir est d'étouffer lentement le courant politique qui est né en Mai par une répression soigneusement graduée. Dans le cas d'Action la pression policière s'exerce à travers la saisie et la perquisition. Elle prend aussi une forme quotidienne : les militants qui vendent Action sont l'objet chaque jour d'interpellations, de procès-verbaux et autres brimades. Leurs journaux sont déchirés ou saisis, sans qu'aucune décision administrative ou judiciaire ne le justifie.

Le pouvoir parie sur l'asphyxie financière. Le point faible des journaux militants, c'est la caisse. On y frappe sans vergogne. Il fallait que quelqu'un donne le coup de pied de l'âne; Monsieur Guy Bayet, Président de la société des agrégés nous traîne en justice pour un article paru dans Action le 21 juin 1968. Son honneur est si chatouilleux qu'il a mis trois mois pour s'estimer diffamé.

Les licenciements d'ouvriers

dans les usines, les expulsions de camarades étrangers, la dissolution des organisations révolutionnaires correspondent au même but : contraindre les militants à une semi-clandestinité, rendre la diffusion de la presse révolutionnaire confidentielle, bref isoler l'avant-garde et anéantir toute possibilité d'action de masse.

Le pouvoir n'entreprend pas une répression à grande échelle; il compte sur une campagne insidieuse pour juguler les forces révolutionnaires. Le seul moyen d'arrêter cette campagne est l'action de masse. Dans le cas d'Action cela signifie l'extension et la diversification du réseau de vente militante. Les Comités d'Action ont déjà fourni un effort accru : mais cet effort reste insuffisant. Nous avons besoin de diffuseurs individuels assurant la vente au Quartier Latin et pouvant s'intégrer aux équipes de vente qui implantent le journal dans d'autres secteurs de la Région Parisienne, notamment à la porte des entreprises. Nous avons besoin de diffuseurs collectifs qui organisent dans un quartier, dans un lycée ou une faculté, dans une entreprise la vente régulière du journal.

Sur le plan financier, chaque coup porté par la police se traduit par de nouvelles difficultés. Pour desserrer le carcan matériel qui pèse sur le journal, il nous faut un soutien financier important. Nos lecteurs ne nous ont pas ménagé leur soutien au moment de la saisie. Un nouvel effort est nécessaire pour amortir les importants investissements que le journal a dû faire (location de locaux, constitution d'une coopérative) pour parer aux coups de la police, pour organiser massivement la diffusion en province.

Cet effort demandé aux militants et aux lecteurs implique que le contenu d'Action soit plus adéquat à leurs préoccupations et à la réalité du mouvement. Jusqu'à maintenant Action a été fait par une petite équipe en contact avec l'ensemble des organisations du mouvement. Aujourd'hui il s'agit de transformer pratiquement Action en organe d'expression directe du mouvement lui-même. C'est pourquoi, à partir du prochain numéro, une expérience va être tentée : faire rédiger en partie ou en totalité chaque numéro du journal par un comité d'Action. Le but de cette expérience est de relier plus étroitement Action au travail militant. C'est tenter de faire profiter le journal de la richesse d'invention qui a caractérisé le mouvement de Mai. C'est aussi former dans chaque lieu de lutte une équipe capable de prendre en main les tâches d'information. Si demain la répression devait être plus massive, c'est des dizaines d'Action qui seraient prêts à paraître.

Pour qu'Action continue :

- Soutenez Action.
- Diffusez Action.
- Rédigez Action.

ABONNEZ-VOUS

Bulletin d'abonnement à renvoyer à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5^e)

NOM Prénom
 Adresse
 (Prix : 15 F, par chèque ou mandat-lettre au C.C.P. : S.N.E.Sup. 7544-66 Paris (*) en mentionnant « Abonnement ACTION ».

J'adhère au Comité de Soutien d'ACTION

NOM Prénom
 Adresse
 Je verse Francs au C.C.P. S.N.E.Sup. 7544-66 Paris, en mentionnant « Soutien à ACTION ».

(*) N.B. Le C.C.P. S.N.E.Sup. est donné ici pour la dernière fois. ACTION est en train de se constituer en coopérative et disposera prochainement de son propre C.C.P.

Le directeur de la publication : Jean-Pierre VIGIER
 142, rue Montmartre Paris (2^e)
 Grands Imprimeries « Paris Centre » Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

